

# Vers une déconstruction commun des stéréotypes de genre

Inès SAFI

L'enquête Anna Lindh/Ipsos pose trois questions sur le rôle des femmes dans l'arène politique, économique et sociale des sociétés sondées, et demande si ce rôle doit s'accroître, se réduire ou rester le même. Analysant les réponses à ces questions en Europe et dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, Inès Safi tire des conclusions intéressantes sur la perception du rôle des femmes dans ces sociétés et sur ce que pourraient être les causes profondes et directes de ces perceptions.

Il est indéniable que les perceptions du statut et des rôles des femmes ne forment pas une donnée idéologique figée ; elles sont modelées par le contexte et les mécanismes en jeu. Ces perceptions contribuent à leur tour à renforcer ou à affaiblir ces mécanismes, et peuvent constituer, selon leur nature, un frein ou un moteur à l'émancipation féminine. On voit ainsi se dessiner des cercles vicieux ou vertueux : une femme affaiblie ou épanouie renforce la perception qu'on a d'elle, qu'elle soit négative ou positive, respectivement, et elle dispose alors de moins ou de plus de ressources.

Comment analyser et interpréter ces diverses perceptions ? Comment les améliorer et les orienter afin qu'elles favorisent la confiance mutuelle et l'émancipation des femmes, et par là, celle de l'humanité entière ?

## De différentes perceptions dans les pays de la région

Dans le sondage Anna Lindh/IPSOS, nous disposons des résultats détaillés en fonction du genre, de deux tranches d'âge, de pays ainsi que de leur répartition en deux groupes « Europe » et « SEM » (Méditerranéens du sud et de l'est).

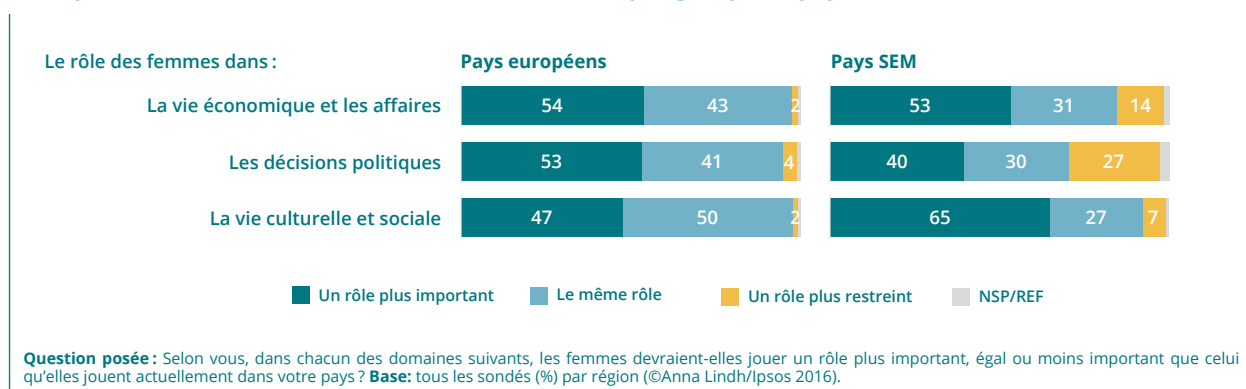
Trois questions sont posées, avec un choix parmi trois réponses possibles à chaque question. Est-ce que le rôle des femmes doit augmenter, rester stable ou alors diminuer dans trois domaines, dont le contenu et la portée n'ont pas été précisés : Prise de décisions politiques ; Vie économique et monde des affaires ; et Vie culturelle et sociale.

En comparant les résultats de l'Europe à ceux dans les pays SEM d'une façon globale, deux faits saillants et contradictoires apparaissent quand on se focalise sur deux taux : ceux en faveur d'un accroissement des rôles de la femme d'un côté et ceux optant pour leur diminution.

En faveur de l'accroissement, les pourcentages Europe/SEM sont les suivants : dans le domaine politique : 53/40, dans celui économique : 54/53 et dans celui socio-culturel : 47/65. Il est surprenant que ces taux soient quasiment identiques dans le domaine économique, et plus encore, que ceux dans le SEM soient nettement supérieurs à ceux de l'Europe dans le domaine socio-culturel (Graphique 11.1).

En examinant de plus près, pays par pays et en nous focalisant sur le taux parmi les hommes en faveur de

**Chart 11.1**  
Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par groupe de pays



l'accroissement du rôle de la femme, on constate qu'il est quasiment impossible de regrouper en tête les pays de l'Europe devant ceux du SEM, dans aucun des domaines.

Passons maintenant au taux en faveur d'une diminution des rôles des femmes. Ici les écarts entre l'Europe et le SEM se creusent comme suit : dans le domaine politique : **4 /27**, dans **l'économique : 2 /14** et dans **le socio-culturel : 2/7**. On note cependant encore une nette faveur pour le domaine socio-culturel dans le SEM (Graphique 11.2).

Le taux des femmes favorables à l'accroissement de leurs rôles dépasse en général celui des hommes, mais d'une façon très variable. Curieusement, dans le domaine politique, il est le double de celui des hommes en Finlande et en Europe en moyenne, alors qu'il reste très semblable à celui des hommes en France, Jordanie et Palestine.

Le taux de femmes favorables à leur moindre participation est réduit comparé à celui des hommes, mais reste parfois très proche, ce qui est inattendu. C'est en Palestine et Israël, dans les domaines économiques et socio-culturel, où il devient même quasiment égal à celui des hommes.

De ces données, il apparaît donc difficile de faire ressortir une tendance commune à l'Europe d'un côté et au SEM de l'autre. Les fluctuations autour de leurs moyennes, en fonction des pays et des domaines, sont si grandes qu'il est finalement important de relever des singularités de chaque pays et de chaque domaine.

L'exemple le plus frappant est la Tunisie, qui, dans les trois domaines, se distingue par des taux d'hommes (48 %) favorables à l'accroissement du rôle des femmes relativement hauts par rapport au SEM et à la majorité des pays européens. Ce qui est surprenant quand on sait que sa situation économique reste très fragile, et que des mouvances extrémistes s'y sont nettement développées depuis la révolution. On compte un pourcentage de 31 % de femmes au parlement en 2016. Or, en opposition avec le taux élevé des hommes favorables à l'accroissement, 22 % des hommes optent pour une moindre participation politique des femmes. Il est difficile de déceler une raison unique à ce fait. Est-ce qu'ils considèrent qu'elles sont déjà trop présentes, ou est-ce que les discours véhiculés par des extrémistes auraient façonné cette opinion ? Quel a été le succès des femmes politiques, soit leur succès réel, soit l'image qui en a été véhiculée publiquement, et qui a pu être dévoyée ? Le fait que 12 % des femmes souhaitent aussi une moindre participation politique nous interpelle. Cela pourrait relever aussi bien de convictions d'ordre religieux que d'une perception négative de l'arène politique et de ses conflictualités (Graphique 11.3).

Il est utile de rappeler, que, selon les indicateurs de la Banque Mondiale en 2015, le taux de citoyens inactifs femmes/hommes en Tunisie est de 38/35 % dans la tranche d'âge majoritaire de 15 -25 ans, et de 21.1/12.5 % tout âge confondu, ce qui traduit une grande précarité, même chez les diplômés. Qu'une si grande proportion de jeunes soit au chômage est un fait qui s'étend au-delà de la Tunisie, et qui pourrait expliquer la tendance un peu surprenante que la tranche

**Chart 11.2**  
Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par pays

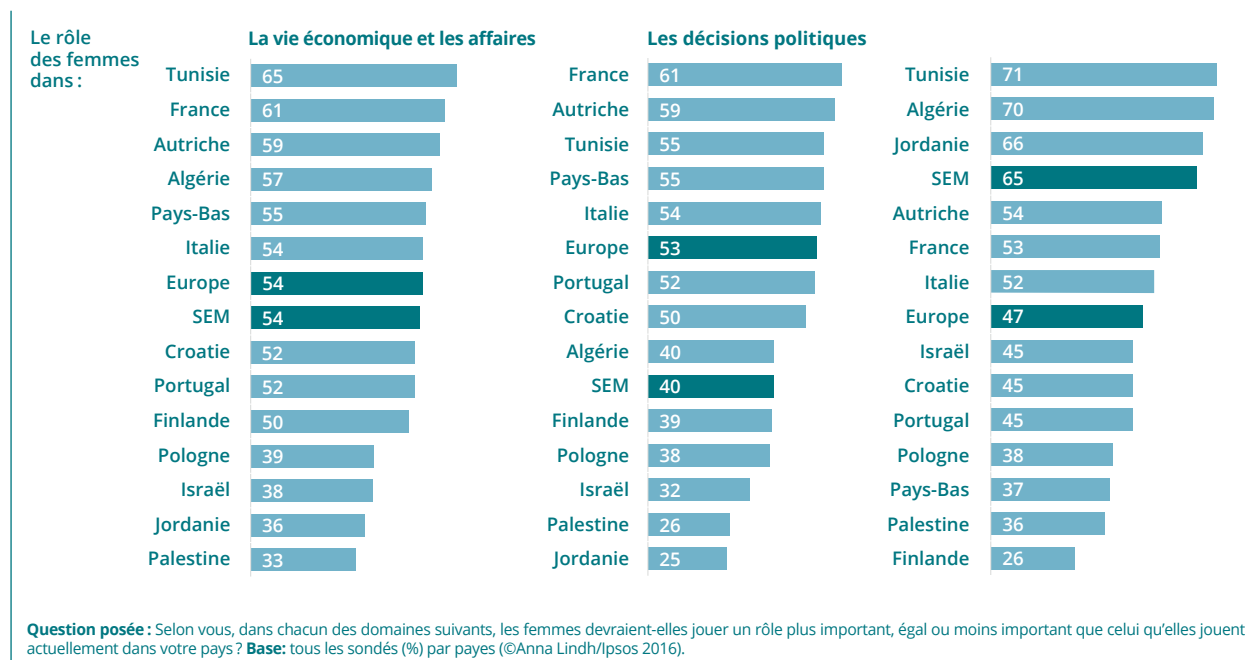
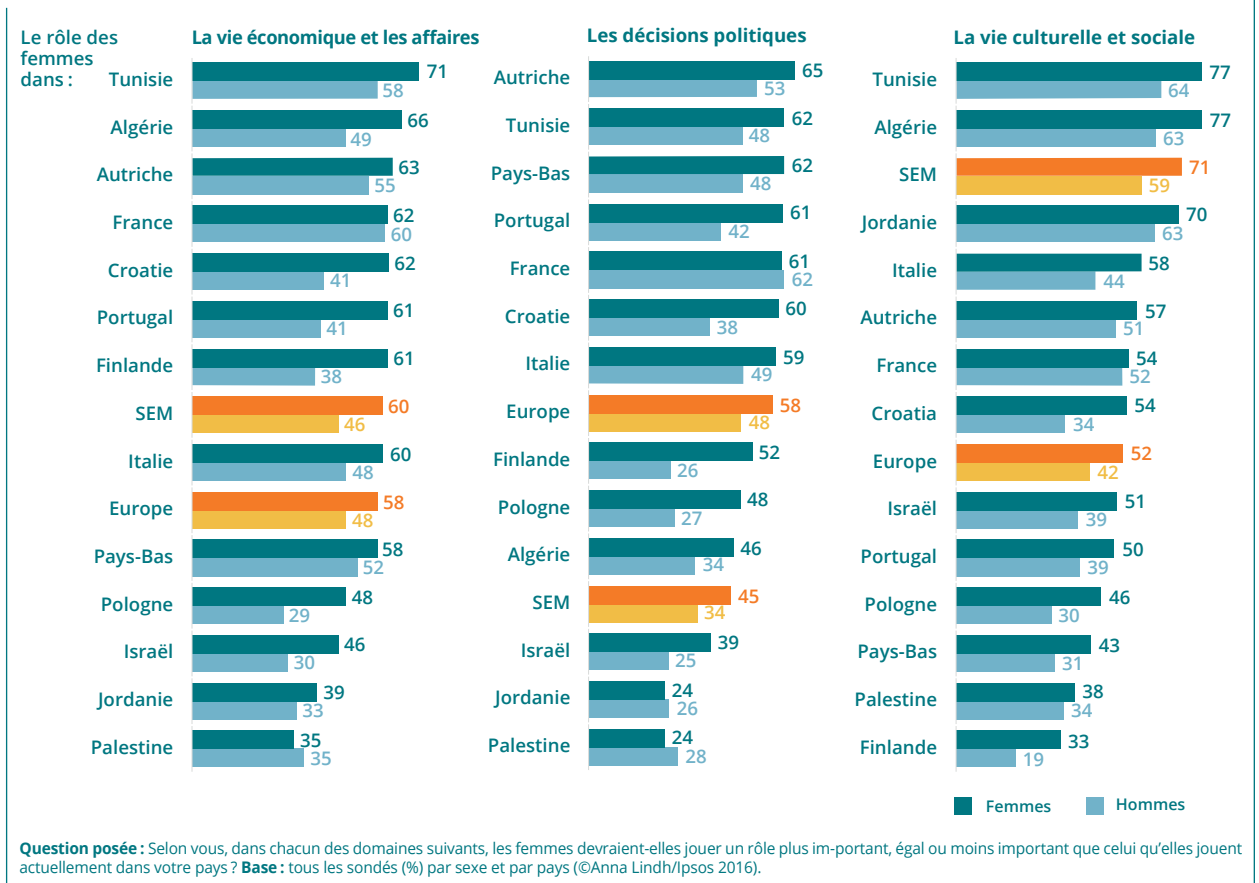


Chart 11.3

Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par sexe et par pays



des jeunes soit généralement moins favorable à la participation féminine. Mais on pourrait ainsi s'attendre à ce que les hommes considèrent les femmes comme des concurrentes sur le marché de travail, convaincus d'avoir la priorité car ils seraient appelés, plus que les femmes, à prendre en charge leur famille ou leurs parents. Or, le taux d'hommes tunisiens réticents à la participation économique est de 12 %, donc comparable à celui en Israël (11 %) où les taux de chômage femmes/hommes sont de 5.5/5.8 en 2015, et de 10.5/8.9 chez les jeunes. D'autres raisons en dehors de la situation économique pourraient donc être recherchées pour expliquer la donne, y compris l'influence de l'orthodoxie religieuse dans ces pays.

### Repenser aux aspirations personnelles de chacun pour une véritable émancipation

Le Sondage Anna Lindh/IPSOS a le mérite d'illustrer des variations complexes qui vont à l'encontre d'une lecture simplificatrice selon laquelle la perception du rôle des femmes est réduite à une explication purement ethnique ou religieuse. Une telle lecture réductrice voile les causes d'ordre profane ou matériel de cette perception, ces causes interagissant elles-mêmes fortement avec les idéologies qui dominent dans chacune des sociétés étudiées.

A titre d'exemple, il faudrait considérer que la violence conjugale reste banalisée, et que souvent on attend des femmes qu'elles la supportent, même dans les pays du SEM où les hommes sont très favorables à la participation et à la scolarisation des femmes, et où le nombre des étudiantes dans les universités dépasse souvent celui des étudiants.

Ensuite, le pouvoir sociétal des femmes n'a pas nécessairement à se traduire selon les termes posés par le sondage. Nous assistons en effet à une tendance qui, sous la bannière de l'universalisme, opère une extrapolation simplificatrice à partir d'un repère occidental, adopté au-delà de ses frontières, ou plus précisément, d'un féminisme universaliste. Tout discours « local » qui s'oppose à ce discours « global », le modère, ou le contextualise, est taxé de régressif : l'égalitarisme se transforme en dogmatisme, et devient même un allié du racisme.

Ainsi, on se focalise sur les perceptions des rôles des femmes, qui devraient être égaux à ceux des hommes, comme seul indicateur de la perception de leur importance dans la société. Or, le monde a subi une invasion du modèle capitaliste fondé sur une supra-rationalité économique, et qui a fait disparaître des modes de vie

où la nature, l'artisanat, fondamentalement lié à l'art, la littérature ou la poésie sont valorisés, et ont souvent une portée spirituelle importante, comme ce fut le cas en Islam. Certes, des femmes musulmanes méconnues furent reines, et d'autres encore ont influencé fortement les souverains et le cours de l'histoire, ou ont été de grandes mécènes ou guides spirituels reconnues. Mais la vie au sein du foyer peut aussi jouer un rôle bien riche et central, et permettre des apprentissages primordiaux, où l'amour et le sentiment de sécurité sont des supports importants de la transmission des savoirs (incluant savoir-être et savoir-faire), et où les acteurs féminins peuvent jouir d'un pouvoir important. Or, nous assistons à un déplacement de ce centre de gravité : le signe du progrès est que femmes et enfants quittent le foyer. Un métier d'employée dans une usine devient plus valorisé que celui d'une tisserande à domicile, et la maternité devient concurrente de l'émancipation féminine.

Il s'agit donc de préciser ce que l'on entend par émancipation. Il vaudrait mieux s'abstenir de la définir d'une façon absolue, et offrir la possibilité à chaque femme de choisir librement le chemin qui correspond le mieux à ses aspirations les plus profondes. Cela nécessite que la femme puisse se libérer à la fois des systèmes idéologique, politique ou religieux qui la dominent et la manipulent. Mais cela requiert aussi une libération simultanée de l'homme qui n'est pas seulement au cœur de ces systèmes mais en est aussi victime ; il en reproduit les schémas de domination, voire parfois de persécution, vis-à-vis de la femme.

En particulier, deux systèmes idéologiques enferment les femmes et les hommes du SEM. D'une part, le système du rationalisme ultralibéral et de toutes ses retombées environnementales et géopolitiques qui engendre l'appauvrissement au niveau matériel mais aussi celui de la valeur de l'être humain.

Pour donner envie à une mère de sortir, il est important que le système économique rende l'extérieur moins dangereux et plus propice à son bonheur, et qu'il prenne en compte plus systématiquement la maternité mais aussi la paternité, afin que les hommes partagent cette responsabilité. Ce qui nécessite de remédier aux lois de la jungle qui régissent les milieux industriels, à la mécanisation des emplois et à l'uniformisation des objets et des mentalités.

D'autre part, le système du rationalisme religieux aboutit aussi à un appauvrissement de la spiritualité, de la beauté, et de l'inspiration, aux dépens d'un littéralisme réducteur. Concernant l'Islam, j'encouragerai la valorisation des exemples féminins, à la fois historiques et actuels : femmes souveraines, scientifiques ou poétesses, mécènes, ou illustres guides spirituels de grands érudits masculins. Ayant contribué à l'histoire de l'humanité entière, elles devraient être mieux

connues comme antidotes aux stéréotypes portés par des imaginaires collectifs à la fois dans des pays du SEM, figeant la définition d'une femme musulmane « exemplaire », et en Europe, figeant l'image d'une femme aliénée. Ces stéréotypes forment des entraves supplémentaires à l'épanouissement des femmes du SEM, affaiblissent leur confiance en elles-mêmes et en leurs ressources culturelles et civilisationnelles. On pourrait aussi évoquer les regards portés en sens inverse, par la femme sur l'homme, qu'elle peut considérer comme un ennemi juré, et par le SEM vis-à-vis de l'Europe, et qui entravent tous le dialogue et la confiance mutuelle. Même si l'Europe, de par sa situation de force, en est moins dépendante et sensible, de telles perceptions négatives peuvent empêcher des échanges interculturels apaisés, et aboutir, par exemple, au rejet de certaines critiques constructives ou de projets de bonne foi émanant de l'Europe.

Enfin, on pourrait déceler dans le sondage Anna Lindh/IPSOS des effets des injustices sociales et de l'extrémisme associé au consumérisme, qu'on aspirerait à contrebalancer. Mais on pourrait aussi être à l'écoute des aspirations exprimées dans ce sondage, sans nous arrêter à leurs jugements de « valeur ». Celles qui visent à la participation des femmes dans le domaine socio-culturel sont particulièrement élevées dans le SEM. Or, le rôle de la culture, incluant les sciences, les arts, la littérature et les contes, entre autres, ne saurait être sous-estimé par Rapport aux rôles économiques et politiques. Dans ce domaine, le pouvoir des femmes pourrait s'étendre et agir profondément, et saurait mieux transformer les sociétés et les mentalités, afin de les conduire à se libérer des systèmes idéologiques et économiques oppressants.

**Inès SAFI** est polytechnicienne, chercheuse en physique théorique au CNRS sur le campus Paris-Saclay-Orsay.